

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 1008

Artikel: Modifications climatiques : les scientifiques tirent la sonnette d'alarme
Autor: Imhof, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020468>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les scientifiques tirent la sonnette d'alarme

(pi) Il est désormais établi que le climat se modifie sous l'action de l'homme. Et même si le réchauffement prévu — +1°C d'ici à 2030 et + 3°C d'ici à 2100 — ne semble pas immense à première vue, ses effets peuvent être spectaculaires: élévation du niveau des mers par dilatation de l'eau, inondation de zones habitées, désertification, renforcement de phénomènes météorologiques violents tels que les cyclones, etc. Sous nos latitudes, il faut s'attendre principalement à des hivers moins rigoureux et à une diminution de la couverture neigeuse et de la zone gelée en permanence. Il est certes prévu que les nouveaux déserts seront compensés par une augmentation des surfaces cultivables dans les zones tempérées et froides, mais les conséquences sociales de ces bouleversements seront immenses. La responsabilité des pays industrialisés est clairement établie: ne représentant que le quart de la population mondiale, ils sont à l'origine des trois quarts des émissions de gaz à effet de serre.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC), mis en place par l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations unies pour l'environnement, s'est réuni en session plénière à Sundsvall, en Suède, du 27 au 30 août dernier. Pascale Morand Francis, collaboratrice scientifique à l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage y représentait la Suisse. Elle nous dit dans quelle ambiance un rapport final a pu être adopté et le rôle que la Suisse entend et peut jouer dans ce domaine.

INTERVIEW: PASCALE MORAND FRANCIS

«Une résistance formidable sur les mesures à prendre»

Il y a désormais consensus scientifique sur le fait que l'homme est à l'origine de modifications climatiques futures. Comment en est-on arrivé à cet accord?

Le consensus scientifique existe depuis un certain temps déjà, mais les divergences sur les aspects politiques de la question l'ont masqué quelque peu — pas toujours innocemment. Avec la publication du rapport de l'IPCC, le consensus scientifique est sur papier, ce qui le rend officiel en quelque sorte.

Ceci dit, il est vrai que ce consensus apparaît beaucoup plus clairement maintenant, puisque les meilleurs spécialistes provenant d'environ vingt-cinq pays ont, dans le cadre de l'IPCC, uni leurs efforts et recueilli toutes les don-

nées éparpillées aux quatre coins du globe dans un seul et même document. Aussi, même si dans les grandes lignes ce document apporte peu qui soit nouveau par rapport à ce que la science savait déjà, un pas a été franchi. Ce pas peut se résumer ainsi: il ne s'agit plus de savoir si la Terre se réchauffera, mais quand, où et comment.

Il semble pourtant que lors de la session plénière de l'IPCC à Sundsvall, plusieurs pays ont fait de la résistance, au niveau du constat déjà.

Les résistances sont de nature politique, non pas scientifique. Cela étant, il y aura toujours un mouvement de refus de la part de certains face à un consensus établi. Cependant jusqu'ici les scientifi-

ques qui ont rejeté l'hypothèse du réchauffement global ne sont en général pas des spécialistes de la climatologie ou de la météorologie.

Mais ces personnes ne sont-elles pas les représentantes de pays bien déterminés?

Le travail effectué dans le cadre de l'IPCC était particulier en ce sens qu'il s'agissait d'établir la base scientifique et simultanément de préparer des stratégies de parade. Naturellement c'est cette dernière tâche qui a suscité les débats les plus animés. La base scientifique est indiscutable, mais c'est sur la question des mesures à prendre qu'une résistance formidable s'opère, principalement en raison de considérations économiques.

Nous nous trouvons dans un domaine typique d'affrontement entre le politique et l'économique. Pensez-vous que la politique parviendra à imposer des mesures efficaces au secteur économique?

Il est clair que les milieux économiques opposent une résistance assez forte et qu'il faudra commencer par les convaincre que prendre des mesures est dans l'intérêt de l'économie. Certaines décisions que l'on pourrait prendre immédiatement, par exemple des mesures d'utilisation plus efficace et économe de l'énergie, se justifient économiquement. A plus long terme, il faudra bien que le prix de l'énergie reflète non seulement le fait que certaines sources sont limitées, mais également les dommages que leur utilisation occasionne (pollution de l'air, de l'eau, effet de serre, etc). Actuellement l'énergie est beaucoup trop bon marché et ne tient pas compte de tous ces facteurs. Ceci ne favorise pas les économies.

Justement, pour ce qui est des mesures concrètes, un calendrier est-il établi?

En fonction des décisions qui ont été prises par l'assemblée générale et par les organisations parentes de l'IPCC — l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations unies pour l'environnement — la prochaine étape est la deuxième conférence mondiale sur le climat qui aura lieu à Genève du 29 octobre au 7 novembre. Le